

Principaux messages — Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale, octobre 2022

Les risques mis en lumière dans l'édition d'avril 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale (PEM)* se sont concrétisés : les prix des produits de base sont restés élevés, les conditions financières mondiales se sont resserrées plus vite et plus sévèrement qu'initialement prévu et un ralentissement de la croissance mondiale est en cours.

L'activité économique dans la région Moyen-Orient et Asie centrale (MOAC) résiste bien jusqu'ici, mais l'inflation a grimpé de façon inattendue et la région se trouve face à des incertitudes d'une ampleur exceptionnelle et d'importants risques baissiers. La reprise à plusieurs vitesses amorcée l'an dernier s'est poursuivie au début de 2022. L'activité des pays exportateurs de pétrole reste portée par le niveau élevé des prix de l'énergie, tandis que le rythme d'expansion des pays émergents et des pays à revenu intermédiaire (PE&PRI) semble s'essouffler, ces derniers étant confrontés à un rude choc des termes de l'échange, une hausse des primes de risque souverain et une réduction de leur accès au marché. À ce jour, les conséquences de la guerre en Ukraine sur la région Caucase et Asie centrale (CAC) ont été moins préjudiciables que prévu : des retombées positives inattendues, telles que de substantielles entrées de fonds et la réinstallation de travailleurs et d'entreprises en provenance de Russie, ont ainsi soutenu l'activité au niveau intérieur. Dans le même temps, l'inflation dans la région MOAC a continué d'augmenter jusqu'à la fin du mois de juillet et s'est étendue.

Les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) présentent des perspectives hétérogènes. Le taux de croissance du PIB réel devrait atteindre 5,0 % en 2022, contre 4,1 % en 2021. Mais la dégradation de la conjoncture mondiale assombrit l'horizon en 2023 : la croissance devrait ralentir à 3,6 %. Les projections pour 2022–23 restent les mêmes qu'en avril.

- Dans les **pays exportateurs de pétrole (PEP)**, le niveau élevé des prix du pétrole et la vigueur de la croissance du PIB non pétrolier compensent l'effet négatif de la cherté des produits alimentaires de sorte que l'activité devrait accélérer, passant de 4,5 % en 2021 à 5,2 % cette année. En revanche, la croissance va probablement se tasser à 3,5 % en 2023 sous l'effet conjugué de la baisse progressive des augmentations de production par l'OPEP+, du recul des prix du pétrole et du ralentissement de la demande mondiale.
- Dans les **PE&PRI**, la croissance du PIB réel devrait atteindre 4,9 % en 2022, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage depuis avril, qui s'explique par le dynamisme de l'Égypte durant l'exercice 2022. La croissance accusera une perte de vitesse en 2023 et s'établira à 3,9 % sous l'effet de l'essoufflement de l'économie en Égypte et en Tunisie.
- S'agissant des **pays à faible revenu (PFR)**, la croissance devrait rester atone, le PIB ne progressant que de 0,8 % en 2022 (soit 0,3 point de pourcentage de moins que prévu en avril dernier), en raison de fragilités nationales et des répercussions du niveau élevé des produits de base.

L'inflation globale dans la région MOAN (hors Soudan) devrait afficher un taux à deux chiffres en 2023 pour la troisième année consécutive. Les projections pour 2022–23 (12,1 % et 11,2 %, respectivement) ont été revues à la hausse depuis avril. Cette correction tient aux effets différés du renchérissement des produits alimentaires et, dans certains cas, d'une baisse des taux de change associée à un élargissement des tensions inflationnistes.

Les comptes extérieurs des **PEP** devraient continuer de s'améliorer en 2022–23, car les prix du pétrole et du gaz dépassent toujours nettement leurs niveaux de 2020–21. Leur solde budgétaire primaire hors pétrole devrait également se renforcer, puisque la plupart des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) devraient, en principe, continuer d'épargner une large part des recettes pétrolières. Au total, les pays exportateurs de pétrole devraient bénéficier d'une manne pétrolière avoisinant 1 000 milliards de dollars sur la période 2022–26.

Malgré la cherté des prix des produits alimentaires et le ralentissement mondial, le déficit courant dans les **PE&PRI** en 2022 devrait demeurer proche de son niveau observé en 2021, en raison des importants flux d'envois de fonds et du redémarrage du tourisme dans certains pays. Cependant, la baisse des réserves de change dans un contexte de resserrement des conditions financières mondiales est un signe d'accentuation des vulnérabilités externes de ces pays. Le déficit budgétaire primaire devrait s'avérer un peu plus favorable qu'en 2021, bien que le montant des subventions allouées ait augmenté, après l'adoption de mesures de compensation alors que l'espace budgétaire est déjà limité. Néanmoins, la persistance d'un déficit primaire, la hausse des charges d'intérêt, et dans certains cas, le recours accru à des financements à court terme porteront les besoins de financement bruts des États à 384 milliards de dollars en 2022–23.

Les **PFR** devraient enregistrer une forte dégradation de leurs comptes extérieurs, en raison d'une hausse des importations axée sur les catégories essentielles de produits alimentaires et énergétiques. Ils doivent s'attendre à rencontrer de graves problèmes d'insécurité alimentaire. Au vu de leur accès limité aux financements et des épisodes de sécheresse que certains ont connus, ces pays auront besoin de l'aide internationale pour obtenir des denrées alimentaires de consommation courante.

Les pays de la région CAC font preuve de résilience, mais leur horizon est incertain. La croissance devrait tomber de 5,6 % en 2021 à 3,8 % en 2022. Cela étant, les projections de croissance des PFR et des PE&PRI de la région ont été respectivement relevées de 2,0 points de pourcentage et de 5,6 points de pourcentage depuis avril, à la faveur de plusieurs facteurs : révision à la hausse de la projection de croissance du PIB réel de la Russie, entrées de fonds inattendus, bonne tenue des échanges et relance budgétaire engagée dans certains pays. L'effet de ces facteurs devrait s'estomper avec le temps : la croissance devrait s'établir à 4,0 % en 2023 puis fléchira probablement à 3,5 % à moyen terme (un chiffre en deçà de sa moyenne historique de près de 7 %). Le taux d'inflation devrait également rester supérieur à 10 % en 2022–23 (12,9 % en 2022 et 10,5 % en 2023), les projections pour ces deux années ayant été revues à la hausse depuis avril.

La flambée des prix du pétrole et les répercussions de la guerre en Ukraine sont les principaux déterminants de l'évolution des comptes extérieurs à court terme : les pays exportateurs de pétrole continuent de tirer profit de la cherté du pétrole et du gaz et de l'essor des entrées de fonds tandis que les recettes touristiques contribuent à parer les vents contraires extérieurs dans certains PE&PRI. De leur côté, les pays pour lesquels le choc a un effet positif sur les termes de l'échange (Azerbaïdjan, Kazakhstan) ou qui bénéficient d'inattendues retombées favorables de la guerre en Ukraine (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Ouzbékistan) devraient voir leurs résultats budgétaires s'améliorer en 2022–23.

La région MOAC se trouve face à des incertitudes d'une ampleur exceptionnelle et d'importants risques baissiers.

- **Le maintien des prix des produits de base à un niveau élevé et une généralisation des pénuries alimentaires pourraient entraîner des problèmes d'insécurité alimentaire, des troubles sociaux et des tensions budgétaires.** La hausse du coût des engrais, alors que les réserves stratégiques sont basses, pourrait menacer les récoltes en 2023, augmentant le risque d'insécurité alimentaire. Conjuguée à des déficits d'emploi, à une possible baisse des envois de fonds et à une faible marge d'action, la cherté des produits de base pourrait aggraver la pauvreté et générer des conflits sociaux.
- **Des conditions financières plus restrictives que prévu pourraient soulever des risques pour la dette et la stabilité financière.** Une telle situation pourrait accroître le coût du service de la dette publique, dégrader la dynamique de la dette, réduire un peu plus l'accès aux marchés et accentuer le risque de contraction du financement dans les PE&PRI.
- **Élargissement de l'inflation.** Les risques qui entourent les perspectives d'inflation pourraient devenir particulièrement importants si différents événements venaient à se conjuguer : amples chocs externes faisant augmenter les coûts, resserrement des conditions financières mondiales donnant lieu à des tensions sur les taux de change et fragilisation de l'ancrage des anticipations d'inflation.
- **Le coût des politiques désinflationnistes pourrait s'avérer plus élevé que prévu.** Au niveau mondial, de telles politiques pourraient provoquer un redoutable ralentissement de l'activité économique, dégradant encore un peu plus les conditions extérieures pour la région. Sur le plan intérieur, à cause de la forte dollarisation, du peu de profondeur des marchés financiers et du manque de développement des cadres de politique monétaire, il sera peut-être nécessaire de relever les taux directeurs de façon substantielle pour parvenir à freiner l'inflation, au risque de faire basculer l'économie en récession.
- **Les répercussions de la guerre pourraient mettre en péril les progrès accomplis par la région CAC dans la réduction de la pauvreté des inégalités.** Les ménages modestes sont plus exposés que les autres à l'envolée des prix des produits alimentaires et à un éventuel repli des envois de fonds en provenance de Russie. La guerre pourrait engendrer un accroissement de la pauvreté d'à peu près 1 point de pourcentage, un creusement des inégalités d'environ 1 % et un recul de la consommation réelle des ménages avoisinant 2 points de pourcentage en moyenne, l'effet sur les pays pauvres étant encore plus important.

Les résultats pourraient dépasser les prévisions si la modération des prix des produits alimentaires est plus marquée que prévu, sous l'effet de la reprise des exportations de céréales ukrainiennes et, dans le cas des pays importateurs de pétrole, s'ils bénéficient d'un recul plus fort qu'attendu des prix du pétrole.

Atténuer la crise du coût de la vie tout en préservant la viabilité des finances publiques est la première des priorités. Pour cela, il sera nécessaire de :

- *Rétablir la stabilité des prix* en resserrant la politique monétaire dans les pays qui connaissent une généralisation de l'inflation ou qui présentent des signes de désancrage des anticipations d'inflation.
- *Lutter contre l'insécurité alimentaire* notamment par une action déterminée, menée à l'échelle mondiale, pour lever les restrictions commerciales et puiser dans les réserves excédentaires, tout en améliorant l'accès aux engrais et en investissant dans l'agriculture résiliente face aux changements climatiques.
- *Protéger les couches vulnérables de la population et garantir la viabilité de la dette dans le même temps.* Il conviendrait de faire usage des aides ciblées qui existent déjà. Quant aux subventions temporaires aux produits alimentaires, elles peuvent être mises en place lorsqu'un soutien ciblé s'avère impossible et que les risques d'insécurité alimentaire sont très préoccupants. En revanche, les pays devraient se garder d'octroyer des subventions à l'énergie, des baisses d'impôts et des exonérations fiscales à caractère régressif. Il sera capital d'accélérer le rééquilibrage budgétaire dans les pays dont l'espace budgétaire est limité, afin de préserver la viabilité de la dette. Les pays exportateurs de pétrole devraient maximiser les retombées de la manne exceptionnelle en renforçant leurs volants de sécurité, en évitant les dépenses procycliques, en maintenant le rythme des réformes budgétaires et en poursuivant leur diversification économique.

En parallèle, les pays devraient agir sur plusieurs fronts pour améliorer la résilience et les perspectives de croissance.

- *Accroître la résilience face aux futurs chocs.* Il sera essentiel de mener à bien la réforme des subventions à l'énergie tout en développant les systèmes de protection sociale pour libérer des ressources de façon à élargir la couverture de ces systèmes et investir dans l'efficacité énergétique. Il est primordial d'améliorer les cadres budgétaires à moyen terme pour conforter la confiance dans la bonne santé des finances publiques.
- *Poursuivre les réformes structurelles pour favoriser une croissance inclusive et résiliente.* L'accélération des réformes structurelles est devenue encore plus urgente pour atténuer les risques qui pèsent sur la croissance et stimuler la productivité. La priorité va à l'élimination des entraves au développement du secteur privé, l'adoption de réformes à même de réduire l'activité informelle et de renforcer l'équité du régime fiscal, et l'investissement dans des technologies et infrastructures résilientes face aux changements climatiques.

L'engagement du FMI demeure inébranlable. Le FMI a soutenu ses pays membres de la région MOAC à hauteur de 21,3 milliards de dollars depuis 2020 et leur a alloué des droits de tirage spéciaux pour un montant de 49,3 milliards de dollars afin d'accroître les avoirs de réserve de la région. Il a également adapté sa panoplie d'outils pour répondre aux nouveaux besoins de ses membres en instituant le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité. Celui-ci doit aider les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire vulnérables à renforcer leur résilience face aux chocs extérieurs et à relever les défis à plus long terme, comme les changements climatiques. Enfin, pour lutter contre la crise alimentaire qui menace ses membres les plus vulnérables, le FMI a étoffé ses instruments de financement d'urgence en créant un guichet « chocs alimentaires ».